



Palais de Justice Anosy, Antananarivo, le 23 juillet 2014. Nous y voilà : après quelques heures d'un simulacre de procès, Jean Luc Rahaga et Didier Ramanoelina, respectivement directeur de publication et rédacteur en chef du quotidien Madagascar Matin, n'ont pas bénéficié de la liberté provisoire et doivent donc attendre le verdict le vendredi 25 juillet 2014, à la prison d'Antanimora où ils ont été incarcérés depuis le lundi 21 juillet 2014. Leur « crime »

abominable aux yeux du régime Rajaonarimampianina, représenté un ministre bouffé par un orgueil démesuré ? Avoir publié, le 12 juillet 2014, une lettre de lecteur à propos du trafic du bois de rose impliquant explicitement plusieurs personnalités. Aussi étrange que cela puisse paraître, pourtant, c'est le seul citoyen-ministre d'Etat, Rivo Rakotovo, qui a porté plainte.



Me Henry Rabary-Njaka et son air triomphateur, champion de l'art de mettre de l'huile sur le feu par excès de zèle, pour les beaux yeux de son président chéri et adoré. Tiens, une phrase du président Sarkozy (celui qui a été plagié le 25 janvier 2014 par qui l'on sait) me revient à l'esprit : « Casse-toi pauvre con ! ». Le grand directeur de cabinet va-t-il aussi se sentir visé ? On verra...

Ce qui aggrave encore plus l'affaire, ce sont les propos du directeur de cabinet de la présidence, Henry Rabary-Njaka, qui en a remis une couche si épaisse que la cause est entendue : la dictature s'impose à Madagascar, à travers des personnages incompétents dans

la gestion des affaires du pays, mais s'illustrant dans des propos ahurissants. Journaliste depuis 30 ans, faisant l'Histoire et faisant partie de l'Histoire de Madagascar, je refuse qu'un avocat - [toujours perdant](#) - du barreau de Paris, de nationalité française donc, vienne me donner des leçons de journalisme, dans mon propre pays, avec des propos complètement insensés au moment même ou allait se tenir le procès. Et j'en ai rien à cirer que son prétexte de fuir son pays a été du au régime Ratsiraka qu'il copie et colle, pourtant, sans vergogne à présent.

[Cliquez ici](#) pour en savoir plus et avoir une idée sur ce personnage que personne n'a élu mais arrivé au pouvoir grâce à une amitié de longue date avec le président Hery Rajaonarimampianina. Mais cela lui donne-t-il le droit d'être plus royaliste que le roi et de me prendre pour un con ? Car s'il dit

que

« *Ce n'est l'État qui porte plainte, ce sont des personnes* »

, qu'est-ce qu'il fout dans cette histoire alors ?

LA LETTRE INCRIMINEE : LES MESSIEURS DU BOIS DE ROSE – [ICI](#) -

NB : article récupéré sur Internet et qu'ils arrêtent le monde entier ! Nulle part le citoyen-ministre d'Etat n'a été traité de "voleur"

Non. Si dire la vérité est un crime alors j'attends aussi mon mandat de dépôt direct. Quel honneur tous ces arrivistes au pouvoir tireront-ils de ma mort en service commandé, à 60 ans, dans la prison d'Antanimora ou même Tsiarafahy ? Rien du tout sinon que je hanterai leur vie jusqu'à leur propre mort. Moi, considéré donc comme le Remenabila du journalisme à Madagascar, je reviendrai en fantôme pour les figer d'apoplexie. Nous n'en sommes pas encore là mais sachez qu'après cette journée du 23 juillet 2014, les journalistes malgaches sont en liberté provisoire. Que les thuriféraires de ce régime que les Malgaches n'ont pas mérité ne s'y trompent pas : tous les journalistes sont concernés. Pour Rivo Rakotovao et Henry Rabary-Njaka, un bon journaliste est un journaliste mort ! Et quelle victoire ce régime rajaonarimampianina a-t-il aussi remporté en frappant Lolà Rasoamaharo, P-Dg de La Gazette de la Grande île, d'un redressement fiscal de 300 millions d'ariary ? Mais le tribunal de l'Histoire ne les oubliera jamais. Pour l'heure, ils ont seulement réussi à lever la force du IVème pouvoir. Photos d'une solidarité sans faille d'une corporation renouvelée qui n'a jamais demandé qu'à respecter le droit à l'information aux citoyens malgaches et du monde entier. Et s'il n'en reste qu'un seul, je serais celui-là. Photos 3. Les vidéos seront mises en ligne

incessamment, pour la postérité.

Jeannot Ramambazafy – 24 juillet 2014



NOUS SOMMES TOUS LA ! EN EN ARRETANT UN C'EST NOUS INCARCERER TOUS !



























